RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE

Révolution pour sortir des énergies fossiles : les premiers 100 jours

100 jours pour engager la sortie des énergies fossiles, protéger le climat et le pouvoir d’achat.

Première partie

Version accessible : texte intégral balisé, lisible par les lecteurs d’écran, navigable par titres et signets.

Sommaire

1. 100 jours pour engager la sortie des énergies fossiles, protéger le climat et le pouvoir d’achat
2. 200 milliards d’euros sur cinq ans
3. Contre la vie chère, protéger et transformer
4. Sortir des fossiles pour retrouver notre souveraineté
5. Adapter la France au nouveau régime climatique
6. Une révolution équitable, un État exemplaire
7. Dans le temps du quinquennat, des mesures qui améliorent la vie très concrètement

100 jours pour engager la sortie des énergies fossiles, protéger le climat et le pouvoir d'achat

Nous avons vécu un long été de cauchemar, le plus chaud jamais enregistré. 53 jours de vague de chaleur en France, plus de 8000 morts liées aux canicules, 98 000 hectares de forêts et de terres agricoles parties en fumée, plusieurs centaines d'habitations détruites ; les cultures, la faune et la flore dévastées ; plus de 1300 écoles fermées, les hôpitaux de nouveau au bord de la rupture. Partout la sidération, les traumatismes, les vies bouleversées, en particulier celles des plus vulnérables. Et, montant en chacune et chacun d'entre nous, la conviction qu'un monde familier disparaît, la certitude que des étés comparables, ou pires, vont devenir la norme.

L'été terminé, les impacts du changement climatique se font toujours sentir : inondations dans le Sud, menaces dans l'Ouest sur l'approvisionnement en eau, sécheresse historique à la Réunion…

Étouffés cet été par les chaleurs extrêmes et les feux, des millions de Français sont depuis des mois étranglés par l'explosion des prix des carburants, victimes collatérales des terribles guerres de Trump, Netanyahou et Khamenei au Moyen-Orient et de Poutine en Ukraine. Un autre confinement s'installe, sous contrainte budgétaire, une vie quotidienne rétrécie où l'on ne se déplace plus que pour le strict, l'extrême nécessaire.

C'est une réalité brutale qui frappe d'abord les classes populaires et moyennes, plus sévèrement dans des territoires ruraux. Là où n'existent pas ou plus les transports collectifs, là où il faut deux voitures par famille. Pour celles et ceux qui se déplacent encore, l'horizon se réduit aussi. On rogne sur toute autre dépense pour simplement aller travailler, sommé d'arbitrer des choix impossibles : remplir le caddie ou le réservoir, payer la facture de gaz ou celle de la cantine, sacrifier les loisirs et les vacances, les moments en famille ou entre amis, les visites aux parents parfois isolés. Des choix obligés qui sont autant d'atteintes à la dignité, à la santé parfois, à la liberté toujours. Des contraintes insupportables, qui creusent un peu plus les fractures de notre pays.

Le diagnostic est clair, scientifiquement établi : les énergies fossiles nous exposent au risque d'un futur inhabitable et à des chocs climatiques toujours plus violents. Et déjà, elles nous coûtent très cher. Chaque année, nous importons pour plus de 60 milliards d'euros d'hydrocarbures, presque l'équivalent du budget de l'éducation nationale. Et pour chaque hausse, des conséquences en cascade sur les prix des carburants, du chauffage, de l'alimentation – et des ménages exposés à l'insécurité et au déclassement.

Au cœur de ces deux crises, une même cause : les énergies fossiles, carburant du chaos climatique et de la vie chère. Et la même impuissance de gouvernements persistant dans le déni ou le renoncement, semblant subir sans jamais anticiper, incapables de protéger les Français.

Pour notre part, nous ne nous résignons pas. Ni au chaos climatique, ni à la régression sociale, ni au déclassement de territoires entiers, ni aux dépendances et aux complaisances vis-à-vis des puissances fossiles qui combattent nos régimes démocratiques.

Nous proposons aux Françaises et aux Français un grand projet de révolution écologique. Une révolution à hauteur de femme, d'homme, d'enfant. Une révolution enracinée dans la vie quotidienne, dans les réalités de chaque territoire de la République, hexagonal ou ultramarin. Une révolution sociale qui réduira massivement les dépenses contraintes liées au logement, à l'énergie, aux déplacements, pour faire gagner du pouvoir d'achat, du pouvoir de vivre, pour libérer jusqu'à l'équivalent d'un treizième mois de dépenses évitées. Une révolution au service des classes populaires et des classes moyennes.

Alors que s'ouvre la COP 31 en Turquie, notre révolution est internationaliste, solidaire et viscéralement européenne. Nous voulons que la France soit à nouveau un modèle qui inspire les autres peuples d'Europe et du monde. Nous savons que notre siècle est celui d'un pacte entre la protection de l'habitabilité de la planète et la liberté de celles et ceux qui y vivent.

Notre révolution écologique est démocratique. Elle s'inscrit dans notre volonté d'apaisement du débat public et de respect de la délibération démocratique pour ouvrir un dessein collectif de durabilité et de stabilité. Les transformations à engager sont d'une telle ampleur qu'elles exigeront la participation et la mobilisation de toutes et tous. Notre révolution se fera donc avec les

citoyennes et les citoyens, les forces vives du pays, associations et syndicats, fonctionnaires et salariés du privé, entrepreneurs et scientifiques, ingénieurs et plombiers, architectes et maçons. Avec les collectivités locales, car nous croyons à la force et à la créativité des territoires, bassins de vie, d'histoire, de culture et de solidarité.

Notre révolution est industrielle, parce qu'elle mettra fin à des décennies de désindustrialisation, qu'elle créera des usines et des entreprises partout en France dans les secteurs du bâtiment, de l'automobile, des énergies, des biomatériaux, du recyclage, des transports, de l'économie circulaire, du vélo, de la sidérurgie, de la chimie verte, des batteries… Les services publics, c'est la protection de nos concitoyens ; les usines, ce sont des emplois, la fierté de nos territoires et la souveraineté du pays.

Notre révolution est républicaine parce qu'elle protège, garantit à chacune et chacun la dignité, la liberté, l'égalité des droits à vivre dans un environnement sain, parce qu'elle est une promesse d'émancipation pour toutes et tous, et particulièrement pour les jeunes déboussolés par le chaos du monde.

La révolution écologique réconcilie donc l'impératif climatique et l'exigence de justice, la protection et l'innovation, la France des campagnes, des pavillons, des quartiers populaires et des centres-villes. Sa force, c'est sa cohérence, un cercle vertueux entre climat, pouvoir d'achat, justice sociale, démocratie, santé, réindustrialisation et souveraineté, sans jamais sacrifier aucun de ces piliers. C'est un projet concret, aux bénéfices immédiats : des factures qui baissent, des enfants, des anciens et des travailleurs protégés de la chaleur, des emplois près de chez soi, une souveraineté reconquise, un bouclier contre l'inflation provoquée par Trump et Poutine. Un projet qui protège et qui transforme, pour améliorer les conditions de vie et reprendre en main notre destin.

Les propositions que nous formulons aujourd'hui ont été travaillées par plusieurs dizaines d'experts, de militants et d'élus locaux qui connaissent intimement les difficultés de l'action publique pour le climat. Nous présentons ici une première série de mesures, centrées sur les cent premiers jours du quinquennat. Elles seront complétées, dans les prochaines semaines, par d'autres que nous mettrons en œuvre sur la durée du quinquennat, adossées à une trajectoire de redressement des finances publiques qui ne s'oppose pas à l'impératif de transformation écologique.

Les annonces d’aujourd’hui constituent la première partie de notre révolution, qui touche au climat et à l’impérative sortie des énergies fossiles. La seconde partie, consacrée à la biodiversité, l’eau, l’agriculture et la pêche, l’alimentation, les pollutions et la santé n’est pas moins essentielle. Elle sera présentée dans quelques semaines.

Raphaël Glucksmann et Yannick Jadot

200 milliards d’euros sur cinq ans

Répondre à l’urgence suppose en premier lieu de la reconnaître.

Nous déclarerons l’état d’urgence écologique et nous l’inscrirons dans la Constitution : l’article 1 dit aujourd’hui que la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle sera aussi écologique. Nos sociétés sont fondées sur le droit, et le droit doit refléter ce que nous tenons pour essentiel : l’habitabilité de la planète devient une valeur juridique cardinale, comme l’égalité, la liberté ou la dignité humaine.

Répondre à l’urgence suppose ensuite d’y mettre les moyens, financiers et réglementaires. Pour mobiliser la société, pour soulager et accompagner les familles exposées, pour engager la transformation et l’adaptation des territoires, des filières économiques et des modes de vie, les moyens doivent être portés enfin à la hauteur. C’est aussi adopter une loi de programmation écologique qui garantira visibilité et prévisibilité aux ménages, aux entreprises et aux collectivités, mettant fin aux politiques de stop and go des derniers gouvernements.

Nous investirons, sur la durée du quinquennat, 200 milliards d’euros d’argent public. Ce montant est cohérent avec les études de référence sur les besoins d’investissements publics pour atteindre nos objectifs de réduction des émissions. Adossé à un cadre réglementaire ambitieux, cet argent public aura par ailleurs un effet d’entraînement : il mobilisera les investissements des entreprises, des familles et des collectivités. L’État n’a pas vocation à tout financer : l’électrification en cours des flottes de véhicules d’entreprises le montre bien. Ainsi, plus que doubler la production d’énergie renouvelable d’ici 2035 reposera principalement sur des financements privés dès lors que le cadre réglementaire sera stabilisé, sécurisé et garanti dans la durée.

Notre plan vise à permettre à la fois la neutralité carbone en 2050 et la stabilisation de la dette à l’horizon 2032. Notre ambition écologique va de pair avec notre sérieux budgétaire : nous financerons chacun de nos engagements.

Pour cela, c’est d’abord à ceux qui peuvent le plus que nous demanderons des efforts : dans un moment où tout le monde doit se mobiliser, les plus hauts patrimoines et pollueurs doivent contribuer le plus. C’est un impératif de

justice, d'efficacité et d'exemplarité, qui permettra de dégager d'emblée les marges de manœuvre fiscales nécessaires pour accompagner ceux qui ne pourront pas financer seuls les investissements nécessaires.

C'est le sens de notre **contribution exceptionnelle pour l'investissement climatique sur les plus hauts patrimoines**, dont le produit sera affecté à un fonds dédié exclusivement au financement de mesures d'investissement dans la transition climatique. Cette contribution concernera une infime minorité de foyers, tout en haut de l'échelle des patrimoines, et rapportera 50 milliards d'euros. Elle est pensée pour répondre à l'urgence : la transformation écologique suppose un effort d'investissement concentré dans le temps, que nous financerons par une recette exceptionnelle, une seule année, plutôt que par la seule dette que devraient supporter nos enfants.

Par ailleurs, nous défendrons la création d'une **taxe sur les superprofits pétroliers et gaziers au niveau européen**. L'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Pologne, le Portugal et l'Espagne ont demandé l'instauration d'une taxe sur les superprofits des compagnies pétrolières. Qui bloque actuellement ? La France, alors que TotalEnergies cumule déjà près de 20 milliards d'euros de bénéfice record sur les trois premiers trimestres 2026.

Nous taxerons les usages les plus polluants de ceux qui peuvent contribuer, à commencer par le secteur de l'aérien. Dès les 100 premiers jours, nous mettrons fin aux exonérations fiscales sur le carburant pour les vols intérieurs et nous augmenterons la taxe sur les billets d'avion. Nous porterons aussi ces combats au niveau européen. Nous ferons porter l'effort avant tout sur la consommation ostentatoire : les jets privés, comme les yachts, seront particulièrement ciblés.

Nous partons d'un diagnostic établi – l'empreinte carbone des plus riches est plusieurs dizaines de fois plus élevée que celle des 10 % des familles les moins dotées – et d'un principe clair : pollueur payeur. Cet effort a un but : aider les Français à réussir la transition, en finançant l'accompagnement de ceux qui n'ont pas les moyens d'avancer le coût d'une voiture électrique, d'une pompe à chaleur ou d'une rénovation, en aidant les jeunes à accéder aux transports collectifs. Nous proposons donc une écologie juste : plus on a, plus on

contribue ; plus on est exposé, plus on est accompagné. Nous le savons : pour beaucoup de nos compatriotes, l'écologie c'est « quand on peut, on veut ! ». Pour réussir, la révolution écologique doit être équitable.

Nous mobiliserons également l'épargne des Français : le plafond du livret A sera doublé et le livret fusionné avec le Livret de développement durable et solidaire pour devenir un **Livret de souveraineté écologique et sociale**, rémunéré à 2,5 %, afin de prêter aux collectivités à taux bas.

Enfin, parce que l'Europe est au cœur de notre vision, parce qu'une part essentielle des ambitions de notre révolution écologique se jouera aussi à l'échelle du continent, nous engagerons avec nos partenaires européens des négociations en vue de créer de nouveaux outils de financement de la transition écologique au niveau européen, notamment un **grand emprunt écologique européen**. Sans attendre un accord, nous mobiliserons l'ensemble des financements européens disponibles.

Contre la vie chère, protéger et transformer

À quoi serviront ces 200 milliards ? D'abord à répondre à ce que les Français attendent le plus : en finir avec la vie chère, avec l'insécurité économique et sociale. Car sortir des énergies fossiles n'est pas seulement un impératif climatique. C'est la seule manière de protéger durablement le pouvoir d'achat, de retrouver du « reste à vivre ». C'est gagner en dignité, en liberté, en maîtrise de son destin.

Voici l'acte 1 de notre révolution écologique : les cent premiers jours. Ils répondent à deux impératifs indissociables :

> **Protéger,** tout de suite et durablement : contre la vie chère et la précarité énergétique ; contre les chaleurs extrêmes, les incendies ou les inondations ; contre les coûts de la transition elle-même, en les assumant collectivement et en accompagnant davantage celles et ceux qui sont les plus exposés.

> **Transformer,** en planifiant la France de demain : sortir des énergies fossiles, produire sur notre sol, créer des emplois, redynamiser les territoires grâce à l'énergie produite localement, et la compétitivité économique qu'elle permet, et améliorer la vie de chacun, dans chaque bassin de vie.

Pour une famille qui dépend de la voiture ou chauffe une maison mal isolée, la révolution écologique doit se voir sur le compte en banque. C'est l'objectif des mesures que nous engagerons immédiatement après l'élection, qui visent à aider les familles à sortir au plus vite de la dépendance aux énergies fossiles, mais aussi à les soutenir urgemment :

> **Chèque énergie :** sans attendre, face à l'explosion des prix de l'énergie, nous verserons un chèque énergie de 500 euros pour six millions de familles, de 200 euros pour dix millions de familles des classes moyennes.

> **Leasing social :** 1 million de voitures électriques sur 5 ans, à 100 € par mois et sans apport, dont 100 000 mises tout de suite à la disposition des auxiliaires de vie et professionnels du soin en zone rurale. C'est 100 à 200 € d'économies chaque mois par rapport à une voiture thermique.

> **Pompes à chaleur :** 1 million de pompes à chaleur à 1 € par jour, réversibles avec climatisation quand c'est pertinent, en priorité pour les logements chauffés au fioul et au gaz ou les plus exposés aux fortes chaleurs.

> **Transports du quotidien :** 5 000 lignes de covoiturage d'ici 2035, avec un premier appel à projets dès les 100 premiers jours ; un Pass Mobilité Durable Jeunes à 1 euro par jour pour les jeunes de moins de 25 ans ; des incitations au report modal vers le ferroviaire et les mobilités douces, y compris pour les marchandises.

D'autres mesures, pour la durée du quinquennat, viendront compléter cet acte 1.

Sortir des fossiles pour retrouver notre souveraineté

Chaque année, notre pays dépense plusieurs dizaines de milliards d'euros pour importer les hydrocarbures qui assurent le carburant et le chauffage dont les Françaises et les Français ont besoin. L'enjeu de notre révolution écologique, c'est de réduire progressivement cette facture qui pèse sur le déficit de notre commerce extérieur et le pouvoir d'achat des Français. Pour y parvenir, il y a un moyen : produire sur notre sol le maximum de l'énergie dont nous avons besoin. La France n'a pas de pétrole ? Elle a de l'électricité. Elle dispose gratuitement de soleil, de vent, de biomasse, de l'énergie de l'eau et du sous-sol en abondance. Sortir des énergies fossiles est impératif pour le climat et le pouvoir d'achat des Français, impératif aussi pour la souveraineté et la sécurité de notre pays. Et c'est possible. Il faut la volonté politique de l'impulser.

Le mix s'appuiera sur un déploiement massif des énergies renouvelables et la pérennisation de l'énergie nucléaire.

Les énergies renouvelables sont la première clé de notre libération. Nous proposerons donc aux régions un contrat avec l'État pour produire l'énergie au plus près des territoires, en concertation avec leurs habitants, et au moins doubler, d'ici 2035, compte tenu du retard pris, les capacités installées de production d'énergie renouvelable. Nous favoriserons les opérations d'autoconsommation, gage d'autonomie pour les ménages, les entreprises et les collectivités.

Nous prolongerons et sécuriserons les réacteurs nucléaires existants. Pour l'avenir du nucléaire en France, nous rendrons de nouveau indépendant le contrôle crucial de la sûreté et de la sécurité nucléaire. Nous engagerons le retrait d'EDF, de Framatome et d'Orano des partenariats avec Rosatom, l'opérateur nucléaire russe lié à Poutine.

La stabilité des prix de l'électricité est essentielle pour les consommateurs, les entreprises et les investisseurs. Elle est une condition clé de l'électrification des usages. Nous adopterons un moratoire sur les hausses de taxes sur l'électricité, et nous garantirons que son prix n'augmente pas plus vite que

l'inflation. Pour profiter au mieux de la production d'énergie solaire, nous multiplierons les heures creuses en journée pour les consommateurs et les TPE bénéficiant du TRVE (tarif réglementé de vente d'électricité).

Au-delà de l'énergie, la souveraineté de notre pays tiendra dans sa capacité à développer une capacité d'innovation, y compris sur le stockage de l'électricité, et à relocaliser sur notre sol un certain nombre de productions aujourd'hui importées :

> **Industrie :** nous soutiendrons la production nationale de batteries et négocierons avec les constructeurs un plan de développement industriel adossé à la commande publique, pour structurer des filières françaises fortes dans la production de pompes à chaleur, la mobilité électrique, la décarbonation de l'industrie.

> **Data centers :** nous maîtrisons les installations de centres de données en veillant à leur impact sur l'environnement, au partage local de la valeur et imposerons la récupération de la chaleur fatale produite pour la réinjecter dans les réseaux locaux.

> **Commerce international :** nous mettrons fin au dumping social, environnemental et sanitaire qui détruit nos entreprises, notre environnement et notre santé, en renforçant notamment le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et le devoir de vigilance, en imposant des mesures miroirs dans les accords commerciaux et en sortant des logiques de libre-échange. Nous tiendrons nos engagements internationaux de solidarité financière à l'égard des pays du Sud, les plus impactés et pourtant les moins responsables du dérèglement climatique.

Adapter la France au nouveau régime climatique

Protéger les Françaises et les Français, c'est aussi les protéger du chaos climatique. Dès les cent premiers jours, nous engagerons les urgences suivantes :

Droit à la fraîcheur : nous lancerons, avec les collectivités, un plan national garantissant l'accès de toutes et tous à la fraîcheur en été, par des dispositifs d'ombrage urbain, des refuges climatiques et des toitures fraîches, mais aussi la gratuité des piscines et la location de climatiseurs d'urgence durant la canicule.

Écoles : nous viserons la rénovation de 4 000 écoles primaires chaque année et plus de 2800 collèges et lycées, pour garantir aux enfants des conditions dignes d'apprentissage, en commençant par ceux qui ont dû fermer cet été.

Travail en sécurité : nous ouvrirons les discussions avec les partenaires sociaux pour adapter les conditions de travail aux chaleurs extrêmes.

Sécurité civile : nous préparerons notre pays à mieux faire face aux risques de canicules et d'incendies, en allouant 1 milliard d'euros d'investissement, dès juin 2027, à la sécurité civile. Nous adapterons les conditions d'indemnisation des sinistrés en créant un fonds d'indemnisation dédié permettant d'avancer le paiement des dommages aux sinistrés.

Ces mesures des cent premiers jours ne sont pas une réponse exhaustive, mais une mise en mouvement immédiate avec des réponses concrètes, parce que nous voulons, dès l'entrée, montrer la direction qui sera suivie sur la durée du quinquennat : libérer la France des énergies fossiles, protéger les Françaises et les Français des chocs qu'elles produisent et transformer notre pays pour le faire entrer dans une ère de prospérité et de souveraineté écologique.

Nous engagerons la France dans une stratégie plus ambitieuse, en lien étroit avec les collectivités et les partenaires sociaux : le changement climatique va imposer, pour de nombreuses activités publiques et privées, pour les

infrastructures de transport et de production énergétiques, un effort de réorganisation, de relocalisation et de redirection que l'État devra soutenir et accompagner par un cadre d'action stable et des engagements pluriannuels clairement énoncés.

Nous voulons en particulier garantir aux acteurs publics et privés, sur le temps long, la visibilité et la prévisibilité indispensables à leurs choix d'investissements, pour l'atténuation comme pour l'adaptation :

> **Une loi de programmation écologique,** sur le modèle de la loi de programmation militaire, qui s'impose chaque année aux lois de finances pour que l'écologie ne dépende plus des arbitrages d'une année sur l'autre.

> **L'écologie inscrite dans la Constitution :** l'habitabilité de la planète devient une valeur juridique cardinale, comme l'égalité ou la liberté.

Une révolution équitable, un État exemplaire

Pour financer cette transformation, nous l'avons dit, nous demanderons plus à ceux qui peuvent le plus. Mais l'effort devra aussi porter sur l'État, qui doit s'appliquer à lui-même ce qu'il demande aux familles, aux entreprises et aux collectivités. Quel exemple donnerait un gouvernement qui, demandant aux Français de changer leurs façons de se déplacer, de se chauffer ou de consommer, s'exonérerait lui-même de l'effort et de l'engagement collectifs ?

Mobilité du quotidien, chauffage, électricité, rénovation du bâti : nous gouvernerons un État plus sobre. Les flottes de véhicules des administrations de l'État passeront à l'électrique avec des conditions de commande publique privilégiant les véhicules fabriqués en France ou en Europe. Les ministres devront privilégier le train plutôt que l'avion pour leurs déplacements professionnels.

Pour réussir, nous aurons besoin de la mobilisation de toute la société. De l'État évidemment, et ce sera notre travail. Des collectivités locales, avec lesquelles nous engagerons le dialogue et auxquelles nous redonnerons les moyens de leur action, y compris en matière d'ingénierie. Des entreprises, que nous n'entendons pas punir mais soutenir dans leurs efforts de transition, parce qu'elle leur sera aussi bénéfique. Des salariés, en renforçant leur pouvoir dans les entreprises pour construire et accompagner les transformations nécessaires. Des Françaises et des Français, évidemment, qui ont lourdement éprouvé ces derniers mois, dans leurs corps et dans leurs vies, l'impasse dans laquelle nous jettent les énergies fossiles.

La condition de notre révolution, c'est la mobilisation du plus grand nombre.
Et la condition de cette mobilisation, c'est la justice.
La justice dans l'effort. L'exemplarité dans le changement.

Le seul chemin pour garder la France habitable, c'est la révolution équitable que nous proposons, où chacune, chacun contribuera, à la mesure de ses moyens.

De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins : c'est une vieille formule du mouvement socialiste, qui a été au principe de la création de la Sécurité sociale. Face à la crise écologique et l'urgence de sortir des fossiles, c'est ce principe et cette ambition formidable qui plus que jamais doivent nous guider.

Libérer notre pays des énergies fossiles, c'est renforcer sa sécurité et sa souveraineté, protéger le pouvoir d'achat des Françaises et des Français, et construire, dans chaque territoire, des emplois et une vie meilleure.

Nous ne sortirons évidemment pas des énergies fossiles en cent jours. Et c'est la raison pour laquelle nous nous reverrons, dans les prochaines semaines, pour présenter d'autres volets de notre révolution.

Mais en cent jours, nous allons imprimer une direction.
Nous allons poser les fondations.

Dans le temps du quinquennat, des mesures qui améliorent la vie très concrètement

2028 – Justine, 52 ans, auxiliaire de vie en zone rurale (Mouilly, Meuse)

Pour se rendre chez les personnes qu'elle accompagne, Christine parcourt chaque jour plusieurs dizaines de kilomètres. L'année dernière, c'était dans une voiture thermique, et le plein pesait toujours plus lourd. Lors des 100 premiers jours du premier quinquennat, elle a bénéficié d'un véhicule électrique, en leasing social : 100 € par mois, sans apport. Elle recharge le véhicule à son domicile, un pavillon à une vingtaine de kilomètres de Verdun. Les économies réalisées sur le carburant l'ont soulagée : elles couvrent largement le coût du leasing et lui permettent d'économiser un peu et, de temps en temps, de retourner au restaurant avec ses amis.

2029 – Bruno, 37 ans, artisan près de Montauban (Tarn-et-Garonne)

Bruno est artisan du bâtiment, spécialisé dans l'isolation et la rénovation énergétique. Il a démarré son activité un peu après la pandémie, confiant dans la croissance du secteur. Les zigzags sur MaPrimeRénov' ont bousculé ses plans, mais il a tenu bon. Depuis deux ans, avec le renforcement et la stabilité annoncée des dispositifs de soutien, il voit revenir plus de clients. Il a pu embaucher et former trois ouvriers, convaincu cette fois que la demande allait durer. Il a adopté pour son entreprise un plan santé au travail, qui protège ses salariés en cas d'évènements climatiques extrêmes.

2030 – Florence et Mehdi, 41 et 43 ans, deux enfants, en pavillon près de Brest (Finistère)

Hier, une maison mal isolée et chauffée au fioul, deux voitures. Les vacances, les sorties, les petits extras, souvent rognés pour payer l'essence et le chauffage. Quelques années plus tard, la maison est mieux isolée et chauffée par une pompe à chaleur réversible, qui coûte à Florence et Mehdi 1 € par jour. Les factures ont baissé et la maison est plus fraîche l'été, lors des épisodes de canicules. Les économies réalisées ont permis à la famille de repartir en vacances cette année.

2031 – Fathia, 26 ans, enseignante en Isère dans le Val de Marne

Quand Fathia enseignait en terminale, les salles de classe peinaient à dépasser les 12 °C l'hiver mais se transformaient en fournaise parfois dès les premiers jours de mai. Difficile d'apprendre dans le froid ou la chaleur extrême. Aujourd'hui, son lycée est rénové : isolé, ventilé, avec de l'ombre dans la cour et un chauffage qui fonctionne. Elle y enseigne dorénavant toute l'année sans geler ni suffoquer.

2032 – Léa, 26 ans, ouvrière qualifiée à Dunkerque Grande-Synthe (Nord)

Hier, les usines de son bassin d'emploi fermaient ou partaient produire ailleurs des modèles thermiques, et ses amis quittaient la région. Aujourd'hui, une l'usine, qui fabrique près de chez elle des batteries électriques destinées à l'automobile et à l'industrie, embauche. La réussite'implantation de l'usine a été facilitée par la garantie publique et la stabilité du cadre règlementaire, qui ont permis de réduire les risques des investisseurs. Léa ne s'inquiète plusmoins, elle sait qu'elle travaille dans un secteur qui a de l'avenir.